

# Recommandations des ONG Européennes et Africaines : Pour un sommet UE-Afrique qui met l'action climatique en première ligne

Novembre 2017

## Introduction

L'adoption de trois accords intergouvernementaux en 2015 – Agenda 2030, Programme d'Action d'Addis Abeba et Accord de Paris - illustre la détermination du monde à agir de manière commune pour faire face aux enjeux multiples et interconnectés auxquels nous faisons face. Les partenariats et la solidarité entre pays et régions, incluant l'Union européenne (UE) et l'Afrique, sont au cœur de la réussite de ces accords fondateurs.

Une collaboration concertée et renforcée entre l'UE et l'Afrique sur le changement climatique est essentielle afin d'assurer la réalisation de ces objectifs internationaux, en particulier pour les populations et des communautés qui sont en première ligne des crises climatiques.

En vue de ce sommet UE-Afrique, les ONG européennes et Africaines travaillant sur les thématiques du changement climatique, de l'énergie et du développement durable souhaitent exprimer leur soutien pour une coopération renforcée entre l'Afrique et l'UE pour une action climatique ambitieuse. Nous **rappelons l'urgence et la gravité de l'enjeu climatique** et **appelons les deux continents à travailler ensemble de manière constructive pour l'ensemble des populations et pour la planète.**

Nous soulignons également que le besoin de **respecter pleinement les droits humains, l'égalité des genres, les contextes locaux, la participation de la société civile, la transparence et la redevabilité** devraient être au centre de la coopération UE-Afrique pour l'action climatique et le développement durable.

En amont du prochain sommet UE-Afrique, nous souhaitons mettre l'accent sur un certain nombre d'attentes clés que nous considérons comme indispensables pour renforcer la coopération, l'action et la mise en œuvre afin que les plus vulnérables puissent surmonter les impacts du changement climatique et bénéficier de manière équitable du développement durable.

## **1. Des Soutiens plus importants, prévisibles et transparents de l'UE pour appuyer l'action climatique dans les pays Africains**

L'UE devrait expliquer comment elle entend progresser sur l'atteinte de sa juste part de financements publics dans le cadre de l'objectif des **100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 incluant la mobilisation de financements privés additionnels**, et devrait augmenter ce soutien financier au-delà de 100 milliards par an après 2020.

En particulier, **l'UE, ses Etats membres et les gouvernements Africains travaillent ensemble à pour améliorer la transparence des financements climat**, pour assurer que le soutien financier aux actions d'adaptation et d'atténuation ambitieuses atteigne les populations, les communautés et les pays qui sont les plus vulnérables aux effets négatifs du changement climatique et qui bénéficient le mieux des actions qui renforcent le développement durable.

Dans le contexte de l'intérêt croissant consacré aux mécanismes de mixage, de partenariats public-privé, d'établissement de garanties financières et de fonds de placement, le sommet UE-Afrique

devrait s'accorder à préserver **un soutien financier public à des solutions locales ainsi qu'aux projets qui atteignent les populations et les communautés les plus vulnérables au changement climatique.**

## **2. Renforcer l'adaptation et la résilience aux impacts du changement climatique**

Les États membres de l'Union Européenne et les gouvernements Africains devraient **s'engager à rendre opérationnel l'objectif global d'adaptation de l'Accord de Paris.** Les gouvernements européens et Africains devraient s'engager spécifiquement à réviser leurs plans nationaux d'adaptation (PNA) respectifs en vue de les renforcer, pour faire en sorte qu'ils soient à même de protéger les communautés et les économies contre les impacts du changement climatique. Reconnaisant que la grande majorité des flux financiers actuels sont orientés vers l'atténuation, **l'UE et ses États membres devraient s'engager à remédier à ce déséquilibre afin d'augmenter considérablement le financement de l'adaptation par des sources publiques.**

## **3. L'Initiative Africaine sur les Energies Renouvelables - efficace, démocratique et axée sur les personnes**

L'AREI a un grand potentiel pour soutenir la transition énergétique et améliorer l'accès à l'énergie à travers l'Afrique. En particulier, elle peut répondre aux besoins de millions de personnes, dont les ménages pauvres et les petits agriculteurs qui n'ont actuellement pas accès à l'électricité centralisée. En outre, le caractère Africain de l'AREI devrait être protégé afin que l'initiative puisse renforcer l'appropriation des énergies renouvelables par les communautés. Lors du Sommet UE-Afrique, **les gouvernements devraient s'engager à renforcer conjointement les cadres politiques, réglementaires, de soutien et d'incitation** pour les programmes dans les pays où des projets individuels seront mis en œuvre. Le sommet EU-Afrique facilite l'identification d'options d'énergies décentralisées efficaces, qui permettent d'améliorer les projets énergies renouvelables portées par les communautés.

Les bailleurs de fonds européens et les gouvernements Africains s'engagent à travailler avec les organisations membres de la société civile locales et nationales afin d'assurer la mise en œuvre des projets AREI dans le respect de l'environnement et de la société.<sup>1</sup> Ils s'engagent également à augmenter les investissements pour l'accès à l'énergie et en particulier pour l'électricité renouvelable distribuée et dans les solutions de cuissons propres, qui sont le moyen le plus rapide et le plus rentable de connecter la majorité des Africains qui n'a pas accès à des sources modernes d'énergie.

## **4. Des fonds multilatéraux et bilatéraux transformationnels et accessibles offrant les meilleurs avantages à ceux qui en ont le plus besoin**

Les gouvernements européens et africains s'engagent à travailler ensemble pour garantir des fonds multilatéraux solides et efficaces, notamment le Fonds Vert pour le Climat, le Fonds pour l'Environnement Mondial et le Fonds d'Adaptation qui cherchent tous **à améliorer l'atténuation, l'adaptation et la résilience à long terme.** Une plus grande efficacité inclut le principe d'accessibilité pour une action concrète à tous les niveaux dans les pays et les régions qui ont le plus besoin de soutien. **L'UE et ses États membres s'engagent à mettre fin au financement public des énergies fossiles d'ici à 2020 et à exiger sa suppression dans toutes les institutions financières internationales telles la Banque africaine de développement.** Ensemble, l'UE et l'Afrique peuvent aider à garantir que

---

<sup>1</sup> Voyez notre papier de recommandations sur l'AREI: <http://germanwatch.org/en/13822>

le soutien des fonds internationaux puisse atteindre les personnes les plus vulnérables aux impacts du changement climatique.

## **5. Pertes et dommages**

Suite aux innombrables tragédies météorologiques de cette année, le sommet UE-Afrique peut être une occasion de traiter de manière constructive la question des pertes et dommages liés aux impacts du changement climatique. Il faut reconnaître que les objectifs climatiques actuels de l'UE se traduiront par un manque de réduction des émissions, créant ainsi un plus grand risque climatique et davantage de pertes et dommages pour les communautés, les économies et les écosystèmes en Afrique.

C'est pourquoi **l'UE devra faire preuve d'un partage équitable de l'effort à réaliser et intensifier son soutien financier technique et innovant aux pays Africains**. L'UE et l'Afrique s'engagent à mettre en place un mécanisme global de gestion des risques climatiques afin fournir des solutions aux pertes et dommages causés sur le continent Africain.

## **6. Soutenir l'engagement et la participation de la société civile dans les projets climatiques et énergétiques**

Le sommet UE-Afrique reconnaît explicitement la contribution des **solutions régionales et locales et des actions menées par des communautés à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique**. Le sommet précise qu'un soutien financier et un renforcement des capacités seront fournis pour veiller à ce que ces solutions soient équitablement prises en compte et mises en œuvre. Les conclusions du **sommet garantissent également l'engagement et la consultation des OSC** - y compris les communautés autochtones et les femmes - dans les plans de développement nationaux et les projets liés au climat et à l'énergie. Il est crucial de s'attaquer à la pauvreté énergétique de manière globale, un environnement émancipateur favorable aux pauvres avec une gouvernance des secteurs énergétiques transparente et socialement inclusive doivent être pleinement encouragés. Cela inclut la participation des parties prenantes à la conception et à la distribution de services énergétiques adaptés aux différents besoins des communautés et aux contextes locaux. L'accent devra être mis **sur des politiques spécifiques qui soutenant les travailleurs et les communautés** négativement touchées par la décarbonisation du secteur énergétique, afin que cette transition soit juste et ne contribue pas à une augmentation de la pauvreté et des inégalités entre certains groupes.

## **7. Révision des NDC en Europe et en Afrique**

Dans le cadre de son engagement pour respecter les objectifs à long terme de l'Accord de Paris, l'UE s'engage à intensifier et **à mettre à jour ses contributions nationales déterminées (CND) pour 2030 d'ici 2020 au plus tard, prenant en compte** les nouvelles tendances de l'économie réelle et des premiers progrès réalisés pour la réduction de leurs émissions respectives.

**Les pays Africains, avec le soutien de l'UE, s'engagent également à renforcer et à élargir la portée de leurs CND, en particulier avec le partenariat CND**. Ainsi l'UE et l'Afrique identifient conjointement les domaines et secteurs qui ne sont pas encore couverts par les CND Africaines actuelles, y compris l'utilisation efficace des ressources renouvelables qui peuvent aider à mettre fin aux énergies fossiles et atteindre les objectifs nationaux de développement et climatiques. D'autres domaines d'action peuvent inclure le traitement des besoins d'adaptation et de soutien financier identifiés dans les CND Africains.

## **8. Renforcement de l'intégration de l'action climatique dans les plans de développement nationaux de l'UE et de l'Afrique**

L'UE et l'Afrique s'engagent à renforcer les capacités, le partage d'informations et le transfert de technologie pour faire en sorte que les plans de développement nationaux intensifient les mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques dans les secteurs concernés, notamment les mesures de résilience climatique des soins de santé, l'assainissement de l'eau, le transport, l'électricité et la sécurité alimentaire. L'UE et l'Afrique s'engagent collectivement à renforcer le suivi et la transparence des actions visant à intégrer correctement l'atténuation et l'adaptation au changement climatique dans les plans de développement nationaux et autres mesures politiques pertinentes.

## **9. Le plan européen d'investissement extérieur – au service de l'action climatique et du développement durable**

Le plan européen d'investissement extérieur placera les personnes et la planète au cœur de ses activités. De ce fait, **le PIE intégrera pleinement les objectifs européens en matière de développement durable et d'action pour le climat au moyen d'une approche fondée sur les droits humains**. Le plan aidera les pays partenaires de l'UE à construire des économies résilientes qui s'attaqueront efficacement aux causes et aux impacts du changement climatique, et rempliront les obligations de transparence et de responsabilité de l'UE.

--- FIN ---



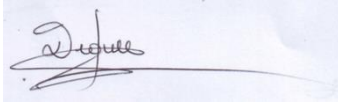
**Kamese N. Geoffrey**  
**Coordinator**  
**Climate Action Network Eastern Africa**



**Wendel Trio**  
**Director**  
**Climate Action Network Europe**



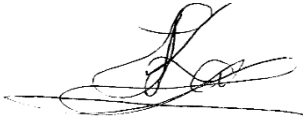
**Sixbert Mwanga**  
**Executive Director**  
**Climate Action Network Tanzania**



**Aissatou Diouf**  
**Coordinator**  
**Climate Action Network West & Central Africa**



**Frank Muramuzi,**  
**Executive Director**  
**National Association of Professional Environmentalists (LTD) – Uganda**



**Janet Kachinga**  
**Leadership Development Fellow**  
**Climate Action Network - South Africa**